

Si on y regarde de près, on peut commencer à discerner cette vision dans le budget du 26 février. Dans ce budget, le gouvernement impose aux Canadiens à revenu moyen et faible la plus forte hausse d'impôt de toute l'histoire du Canada. Étant donné que la réduction du déficit est un fait réel et non un produit de l'imagination du ministre, en recourant à une manipulation des chiffres, le budget va chercher les deux tiers de cette réduction en prélevant des impôts des consommateurs et seulement un tiers en contenant les dépenses du gouvernement. Tandis que le gouvernement pille les Canadiens à revenus faible et moyen, il accorde aux entreprises une réduction de leur taux d'imposition de 22 p. 100 pour les quatre prochaines années.

Ce faisant, le gouvernement maintient l'exemption d'impôt sur les gains en capital et cette nouvelle politique donne un nouveau sens au mot « cupidité ». Cette exemption donne un nouveau sens aux mots « vulgarité » et « cupidité », car il accorde \$125,000 tirés des deniers publics à un contribuable assez riche pour se rendre à la Barbade, en Floride ou en Europe, pour se livrer à des spéculations immobilières sans créer un seul emploi au Canada. Voilà pourquoi je trouve cette politique vulgaire et j'estime qu'elle donne une nouvelle dimension à la cupidité.

Cette politique ne récompense pas le succès mais porte atteinte au principe de la libre entreprise. Cette politique dénature le capitalisme appliqué de façon positive et réfléchi. Je suis libéral. J'ai confiance dans le régime de la libre entreprise.

Des voix: Oh, oh!

• (1510)

M. Tobin: Je crois en un système qui permet à chacun de réaliser son plein potentiel. Je pense que c'est ce que fait le système de la libre entreprise. Par ailleurs, même si je défends la libre entreprise, je sais qu'elle doit fonctionner pour tous les citoyens. Si le gouvernement représente un minorité élitiste qui abuse du système de façon flagrante et qui exploite les contribuables, l'appui fondamental que les citoyens doivent fournir à un système de libre entreprise parce qu'ils sont convaincus de son efficacité disparaîtra.

M. Redway: Les contribuables ne sont pas exploités.

M. Tobin: Si l'on abuse des gens, si on leur demande d'une part d'accepter la hausse d'impôt la plus importante de l'histoire du Canada . . .

M. Redway: Quelle est votre philosophie?

M. Tobin: . . . parce qu'ils doivent faire leur part pour aider à réduire le déficit, et si le gouvernement maintient en même temps cette . . .

M. Redway: Quelle est votre politique?

M. Tobin: . . . exemption vulgaire de l'impôt sur les gains en capital et accorde un cadeau de \$125,000 à ceux qui en ont le moins besoin, les contribuables cesseront d'appuyer le système de la libre entreprise. Je prends la parole à la Chambre pour

Pouvoir d'emprunt—Loi

défendre ce système. Je parle du budget pour défendre les Canadiens moyens. Selon moi, le système de la libre entreprise ne doit pas profiter uniquement aux plus riches. Je ne juge pas utile d'imiter les députés d'en face et de crier comme un damné lorsque quelqu'un ose affirmer que le système est le plus efficace lorsqu'il profite à tous les citoyens et non seulement aux plus riches. Les députés d'en face feraient bien de parler aux simples travailleurs et travailleuses qui continuent à bâtir le Canada. Ils devraient prêter un peu moins d'attention à ceux qui, par leur travail acharné, Dieu les bénisse, sont parvenus au succès et qui, dans une frénésie paranoïde à la Howard Hughes sur ses vieux jours, Dieu ait son âme, veulent trouver des moyens de réduire le déficit. Il le faut, mais pour l'amour de Dieu, ne touchez pas à cette richesse qu'ils ont accumulée. C'est ce qui leur donne le pouvoir d'envoyer des députés conservateurs défendre leurs intérêts. Voilà ce qui se passe, et il est temps de voir les choses en face.

Les habitants de ce pays ont un idéal, pas le premier ministre (M. Mulroney). Leur idéal c'est un régime de libre entreprise qui récompense le succès et le travail. En dépit des hauts et des bas, ici et à l'étranger, nous pouvons bâtir un Canada dont nous serons tous fiers. Dans leur idéal, ils sont tous prêts à faire leur part pour améliorer l'économie; oui, même pour réduire le déficit, et même dans ma circonscription où il y a 25 p. 100 de chômeurs. Nous sommes disposés à faire notre part, mais nous ne nous laisserons pas imposer la plus forte augmentation que ce pays ait jamais connue alors même où nos vis-à-vis jubilent face à une vulgaire exemption d'impôt qui donne à ceux qui n'en ont pas besoin, un cadeau fiscal de \$125,000 qui fait bouillir mon sang d'Irlandais en cette journée sacrée de la Saint-Patrick. Je me demande comment je peux me contenir.

Et le programme caché du gouvernement? C'est dans le rapport du groupe de travail Nielsen qu'il se trouve. Ce rapport, qui porte le sceau du gouvernement fédéral, a été déposé à la Chambre des communes par le gouvernement, qui n'a pas le courage de reconnaître qu'il vient de lui. Que recommande-t-il? Il recommande l'abandon de la politique de développement régional, il propose qu'on traite les provinces de l'Atlantique comme des pays du Tiers-Monde situés en bordure du Québec. Il recommande de réduire les services dans cette région et de pénaliser les gens qui ont choisi d'y vivre. Il propose de faire disparaître les services offerts à l'heure actuelle aux habitants du Nord, qui font pourtant bien plus pour protéger nos intérêts et notre souveraineté qu'un briseglace de 500 millions de dollars. La myopie d'une telle politique nuira à notre unité et à notre fierté nationales d'un bout à l'autre du pays.

Je supplie nos vis-à-vis de prendre le pouls de la population. Ils devraient aller sur place recueillir l'opinion des gens. Ils s'apercevront alors qu'une révolte gronde, car les contribuables en ont assez et ils ne veulent pas en accepter davantage.